

Le tribunal du 17 août

Auteur : Foucault, Michel

Présentation de la fiche

Coteb016_f0120

SourceBoite_016-2-chem | R. [révolution?]

LangueFrançais

TypeFicheLecture

RelationNumérisation d'un manuscrit original consultable à la BnF, département des Manuscrits, cote NAF 28730

Références éditoriales

Éditeuréquipe FFL (projet ANR *Fiches de lecture de Michel Foucault*) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle).

Droits

- Image : Avec l'autorisation des ayants droit de Michel Foucault. Tous droits réservés pour la réutilisation des images.
- Notice : équipe FFL ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Notice créée par [équipe FFL](#) Notice créée le 18/03/2021 Dernière modification le 23/04/2021

H. Wallon.

Tribunal du Tribunal
Provis. de Paris I.

Le tribunal du 17 Août.

- Le 11 Août⁹², L'Assemblée décide : (sur proposition de Lacroix) que les 48 sections de Paris servent une cour militaire (moniteur du 13)
- Le nouveau C/IV de Paris ^{en tant que} le secret et moins un tribunal ① jugera "tous qui vaudraient porter à la guerre civile."
 - ② composé de 96 juges d'accusation, dont 48 ministres (48 secrétaires de Paris), et 48 ministres fidèles de l'Etat
 - ③ composé de 120 juges par la jury de jugement
- Le 14 Août, l'Assemblée s'inquiète : 1 décret ministériel indique que les 48 sections de Paris (C/IV) de Paris seront munies de "nommeront chacune 2 juges d'accusation et 2 juges d'assise". Mais ces juges ^{doivent} résister au tribunal ordinaire, qui n'est pas tribunaux.
- Le 15⁹³ Août, ce C/IV, représenté par Robertic, vient pour réagir - que ce sont encore des juges qui détiennent l'application de la loi. Ce qui n'est pas très sage : BnF MSS
- "Il faut au gouvernement dire de lui ; il lui faut de nombreux juges civils et fiscaux... pour maintenir de nos libertés et de nos autorités constitutionnelles et qui n'auront pas de confiance, difficile de donner de la sécurité de juridiction qui en résulte au peuple assurer l'impartialité. Il demande que les coupables soient jugés par des juges pris de chaque section, souvenant même au dernier moment."

- sur rapport de Brinot, l'Assemblée refuse l'ordre d'un nouveau tribunal. Elle accepte toutefois que les témoins soient choisis à huis, et qu'il n'y ait pas de recours.

Les arguments du Brinot, rejetés à l'ordre du jour par le peuple de Paris, que voici l'Assemblée soutient :

- la constitution est basée sur la justice établie devant le jury et l'impartialité de ce jury.

- les juges ne peuvent délibérer séparément du peuple : "ils ne peuvent que prononcer la peine; et le jury doit lui-même prononcer la peine".

- le peuple a droit de justice, le "commissariat et chancery secrète" "opposent au peuple une révolte". "Un peuple sans justice n'a pas de révolution."

- cet aménagement qui cherche à n'importe viser le peuple.

- le 17 le nouveau jury démissionne devant le plaidoyer du peuple : "il n'y a pas de juges du Tribunal criminel pour le conseil du peuple. Si au bout de 2 heures, l'assemblée du jury n'est pas nommée, si le jury ne peut pas s'être assis, de quel malheur il momentanément à Paris".

L'Assemblée décide le 17 Août, sur rapport d'Etienne de Séchelles, la création d'un tribunal élu (ou suffr. indirect) par les sections de Paris (1 électeur par section) : 8 juges, 8 suppléants, 2 accusateurs publics, 8 greffiers. Divisé en 2 sections. Et si nécessaire, le gref public nomme 2 commissaires adjoints. Le 1er corps électoral choisit 7 membres du jury.